

Services sociaux et médico-sociaux dans la métropole lilloise : « Nous sommes et restons les oubliés du Ségur », La Voix du Nord, 06 avril 2021

Dénonçant une situation critique, des démissions en cascade et des départs vers le secteur public mieux rémunéré, des établissements et services publics privés non lucratifs de la métropole et de la région lancent un cri d'alarme. « Tout le secteur est sous tension ».

« Nous allons nous réorganiser, continuer à accueillir nos enfants handicapés en plus de ceux qui se trouvaient dans des classes externalisées aujourd'hui fermées (collèges, lycées) bien que nous ne disposions pas d'assez de places... Nous allons faire comme toujours, c'est-à-dire au mieux et dans la mesure de nos moyens... » Derrière les propos de Guillaume Alexandre, directeur général de l'association La Vie active (90 sites, 4 000 salariés) qui gère la question du handicap de l'enfance au 4e âge, c'est le cri d'alarme des établissements privés non lucratifs de la métropole et de la région que l'on perçoit.

Les dernières mesures présidentielles fragilisent encore plus « un secteur sous tension » qui renvoie « à une injustice de traitement depuis le Ségur de la santé ». « Une inégalité flagrante s'est installée alors que nous faisons les mêmes métiers que d'autres dans le secteur public... J'ai du personnel soignant qui va frapper à la porte de l'hôpital où il sera accueilli à bras ouverts et sera mieux rémunéré ». Les démissions s'opèrent déjà en cascade. Seule parade : mettre la main à la poche, quitte à croiser les doigts. « Pour nos EHPAD, nous avons déjà un trou de 2,3 millions d'euros en termes de salaires non versés par la puissance publique... », poursuit le directeur général. D'autres établissements lillois plus chanceux ont obtenu les aides désirées.

L'impression qui prévaut est celle d'un système à deux vitesses où le médico-social est devenu non plus l'allié mais bien le parent pauvre du soin. Insupportable au point que la Nexem, principale organisation professionnelle des employeurs du secteur social, médico-social et sanitaire privé à but non lucratif, et que la FEHAP (Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires) s'associent au ras-le-bol ambiant.

« Et dire que notre personnel exposé depuis le début de la crise n'est même pas prioritaire pour la vaccination », s'indigne au passage une conseillère territoriale. « Nous sommes les oubliés du Ségur de la santé. Le système de santé ne se résume pas au seul secteur public hospitalier », poursuit Guillaume Alexandre, s'arrêtant sur le lien social et la protection des publics fragiles assumée pendant toute cette épidémie. Que seuls les salariés rattachés à un établissement public aient connu une revalorisation salariale (183 euros net) apparaît encore plus inique au vu des dernières mesures prises. « Nous ferons au mieux pour répondre à la commande publique. »